

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18143 - 71ÈME ANNÉE

Paul Vergès et la visite du président de la République aux Antilles

La Réunion victime d'un silence organisé

Paul Vergès a présenté son analyse de la visite de François Hollande aux Antilles. Il constate que lors de ce séjour sur les thèmes du climat et de l'esclavage, La Réunion et l'océan Indien ont été passés sous silence dans les discours et les nominations. Pourquoi cet oubli organisé ? Pourquoi l'absence de réaction des élus réunionnais devant cette situation ?



Paul Vergès rappelle qu'au Sénat, il avait réussi à obtenir la signature de tous les groupes du Sénat sur une proposition de résolution pour le climat et le développement durable dans l'océan Indien. Cette initiative est passée sous silence par le gouvernement.

Les 9 et 10 mai derniers, François Hollande était en visite en Martinique et en Guadeloupe. Ce vendredi 15 mai, Paul Vergès a présenté son analyse d'un événement marqué par un fait révélateur : l'oubli organisé de La Réunion et de l'océan Indien.

Le sénateur commence son exposé par le rappel de l'origine du 10 mai,

prétexte de la venue du Président de la République aux Antilles. Ce 10 mai est la Journée nationale des mémoires de l'esclavage, de la traite et de leurs abolitions. La date est choisie en fonction de l'adoption par le Parlement de la loi reconnaissant l'esclavage en tant que crime contre l'humanité. C'était le 10 mai 2001.

Le sénateur rappelle qu'en 1998, les députés du PCR, Elié Hoarau, Hu-

guette Bello et Claude Hoarau, avaient déposé un texte à l'Assemblée nationale sur l'esclavage, la traite et le jugement historique : c'est un crime contre l'humanité. Dès le moment où le texte réunionnais était sur le bureau de l'Assemblée nationale, le PS a déposé un projet parallèle. En commission, le texte socialiste a été choisi. Déjà la discussion en commission avait

montré des divergences, rappelle le sénateur. Dans le texte socialiste, on avait oublié l'esclavage et la traite dans l'océan Indien, en limitant la question à la traite transatlantique. Louis Mermaz avait fait alors remarquer que les élus PCR avaient raison et que l'on ne pouvait pas oublier l'océan Indien. Finalement, le texte adopté, la loi Taubira, a pris en compte les amendements du PCR.

Climat : l'océan Indien oublié

Après ce rappel, Paul Vergès revient sur les deux étapes de François Hollande aux Antilles. Tout d'abord la Martinique sur le thème du climat : c'est l'appel de Fort de France. Le président de la République a aussi annoncé que Serge Letchimy, député de la Martinique, sera le responsable de la biodiversité dans tout l'outre-mer, y compris La Réunion, dans la perspective de la conférence de Paris sur le Climat. François Hollande a fait l'appel de Manille, puis de Fort de France. Paul Vergès souligne qu'entre Manille et Fort de France, il y eut la présentation d'un texte sur le changement climatique venu l'océan Indien. « Nous avons proposé qu'au dernier sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI à Moroni, François Hollande prenne l'initiative d'un appel pour l'océan Indien, dans la perspective conférence de Paris, pour coordonner les initiatives dans le changement climatique et le dé-

veloppement durable ». L' élu réunionnais avait réussi à obtenir la signature de tous les groupes du Sénat sur une proposition de résolution.

Ce texte est passé sous silence à la rencontre des Comores. Il a été transmis à la conférence des îles du Pacifique. Conclusion : silence sur la contribution de l'océan Indien sur le problème du climat.

Le rôle pionnier de la MCUR

En Guadeloupe, un mémorial a été inauguré le 10 mai. Paul Vergès rappelle que l'initiative pour la création du mémorial est postérieure à celle de la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise. Une différence de taille porte sur le contenu. Le mémorial traite de l'esclavage et sa condamnation. La MCUR intègre l'esclavage et la traite, et nous avons montré que ce rappel historique devait déboucher sur un avenir positif en rappelant que ces esclaves venaient de pays de grandes civilisations, dit en substance Paul Vergès. Esclavage et colonisation n'avaient pas empêché d'aboutir à l'unité réunionnaise, résultat de la lutte des habitants de La Réunion.

Mais en 2010, à cause de la décision des élus socialistes, la MCUR est refusée.

En Guadeloupe, Victorin Lurel, alors président socialiste de la Région, voulait absolument une inaugura-

tion du mémorial avant la MCUR. L'arrêt du projet réunionnais a rendu possible la concrétisation de son ambition.

« Ils reçoivent une gifle, ils ne disent rien »

C'est là que Paul Vergès constate que dans les discours de Victorin Lurel et de François Hollande, jamais l'océan Indien, ni La Réunion n'apparaissent.

« Ce que nous avons fait corriger dans la loi est passé sous silence. Pourquoi ? »

Le sénateur ajoute que pour le climat, l'initiative était là aussi partie de La Réunion avec la loi Vergès, la création de l'ONERC, le plan d'autonomie énergétique. Cela n'a pas mérité un mot dans le discours du président de la République, « pourquoi ce silence organisé ? ».

Pourquoi avoir fait toute cette mise en scène pour inaugurer le mémorial, en invitant des chefs d'État de la Caraïbe, d'Afrique, l'ONU, et en passant sous silence La Réunion, interroge Paul Vergès.

Pourquoi cette attitude au sommet de l'État ? Pourquoi les Réunionnais n'ont-ils rien dit devant cet acte volontaire ?

« Aucun élu n'a dénoncé le scandale ici. Ils reçoivent une gifle, ils ne disent rien. On fait comme si le peuple réunionnais n'existait pas », constate Paul Vergès.

M.M.

Un rassemblement est possible

Régionales : « on a toutes les chances de battre le président de Région »

Paul Vergès a été interrogé sur les régionales lors de sa conférence de presse du vendredi 15 mai. Il estime que toutes les conditions sont réunies pour battre Didier Robert.

Au sujet des élections régionales, Paul Vergès note que tous les candidats qui se sont déjà fait connaître ne sont pas des inconnus. Ils exercent tous depuis longtemps des mandats. Il est donc possible de leur demander ce qu'ils ont fait depuis 20 ans ? La question

de leur bilan sera donc un point important.

Pour Paul Vergès, l'union la plus large peut se constituer autour de propositions.

« Le tram-train : qui est pour, qui est contre ? Qui a agi pour, qui a agi contre. Route : qui est pour la solution Perben, qui est pour celle de

Didier Robert ? ». Selon le sénateur, « ce programme peut rassembler tout le monde, y compris à droite ». Sur un plan plus personnel, il annonce sa participation à la campagne des régionales, en fonction d'un objectif : « comment être le plus efficace pour gagner ? »

Edito

Le 6 septembre sera exceptionnellement férié... en Chine. Pourquoi ?

Au lendemain de la grande parade de Moscou, la Chine a donné une impulsion supplémentaire à une manifestation populaire qu'elle organise le 6 septembre à l'occasion des célébrations du 70e anniversaire de la victoire de 1945. Les autorités ont décidé d'accorder une journée de congé ce jour-là.

Nous avons écrit ici-même qu'après la parade de Normandie, en 2014, où les pays occidentaux ont eu tendance à s'accaparer l'histoire de la victoire de la 2e Guerre Mondiale et pousser à l'amalgame avec l'actualité de l'Ukraine, on devait s'attendre à la réaction des acteurs clés en Europe de l'Est et en Asie. C'est chose faite. La grande parade qui a eu lieu à Moscou, la semaine dernière, fut une réussite, ne serait-ce pour rappeler que ce sont les peuples de l'Union Soviétique qui ont eu la plus grosse perte dans cette guerre, soient entre 25 et 27 millions de personnes. Il n'y a aucune gloire à retirer de ce palmarès macabre, mais il est utile de rappeler cette simple vérité.

Les dirigeants des pays occidentaux sont mal à l'aise avec la vérité historique, ils ont préféré organiser le boycott de Moscou. Comment auraient-ils réagi si d'ordinaire le désordre ukrainien n'existait pas ? La France a "envoyé" Fabius dans ce borbier peu recommandable. Le cas des navires Mistral, déjà payés par la Russie et pas encore livrés, illustrent parfaitement le fait que les Occidentaux ont mal évalué les conséquences de leurs actes. Des gens civilisés n'agissent pas de cette façon. Le jour viendra où

le président américain va demander à renouer avec la Russie, comme il vient de faire avec Cuba après 60 ans d'embargo, prenant de cours les toutous européens ébahis qui se bousculeront au portillon à la première occasion.

Ces dirigeants à la solde des Etats-Unis vont-ils satisfaire aux invitations de la Chine pour commémorer la victoire de 1945, en septembre? Ou alors vont-ils fomenter un désordre pour justifier un refus collectif ? Cette manifestation sera une opération supplémentaire pour obliger les Occidentaux à clarifier leurs positions. Peuvent-ils accuser l'Allemagne de crime de guerre mais pas le Japon ? Les Chinois et les Coréens ont connu les pires atrocités. Des millions de personnes ont été tuées. Durant 70 ans, les pays asiatiques envahis par le Japon ont subi une double punition en constatant l'aide apportée par les Occidentaux à l'hégémonisme japonais. Aujourd'hui, les choses changent et de nouvelles générations sont apparues.

À leur manière, celles-ci doivent s'interroger sur la signification de cette commémoration du 70e anniversaire. Quoi de mieux qu'une journée de congé pour marquer les esprits ? Ce sera fait le 6 septembre.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

L'égalité réelle : l'aveu de l'échec de 70 ans d'intégration à la France

L'urgence d'un plan de développement

À un mois de la venue du Premier ministre à La Réunion, François Hollande a décliné sa nouvelle feuille de route pour l'outre-mer : l'égalité réelle en quelques années. Dans sa conférence de presse du 15 mai, Paul Vergès appelle à l'action pour que les Réunionnais soient capables de proposer le 11 juin prochain à Manuel Valls les premières lignes d'un plan de développement.

Aux Antilles, François Hollande a lancé un nouveau mot d'ordre, l'égalité réelle. Il a prononcé son discours un mois avant la venue annoncée du Premier ministre à La Réunion. Manuel Valls est en effet attendu à partir du 11 juin dans l'océan Indien.

Après 70 ans d'intégration, François Hollande dit que la revendication principale c'est l'égalité réelle entre La Réunion et la France. Paul Vergès y voit un trait d'humour terrifiant.

François Hollande va-t-il faire l'auto-critique sur l'inégalité créée par le gouvernement, à l'origine de la crise économique, demande le sénateur qui rappelle qu'il a fallu 50 ans de luttes et la démission de deux députés de La Réunion pour obtenir l'égalité.

Paris imposera-t-il sa vision ?

Le délai annoncé pose question : quelques années. Comment résoudre la crise en quelques années, interroge Paul Vergès qui énumère quelques indicateurs. Ce sont les 175.000 demandeurs d'emploi, les 120.000 illettrés, les 25.000 logements sociaux à rénover, les plus de 20.000 familles en attente d'un logement social. Cette situation est la conséquence d'une politique d'inégalité mise en place par Paris juste après le vote de la loi du 19 mars. C'est la sur-rémunération d'une partie des travailleurs d'une part, et le refus d'appliquer l'égalité prévue dans la loi pour la majorité des salariés d'autre part.

Paul Vergès prévoit que le Premier ministre qui va reprendre les discours du président de la République. « Quand il va dire, voilà mon plan pour le développement de La Réunion, quels seront les élus qui

diront voilà notre plan ? ». Les élus de La Réunion seront-ils au rendez-vous du 11 juin ?

La crise de la canne

La canne à sucre ne devra pas être oubliée. Manuel Valls viendra à quelques jours du début habituel de la coupe. La Convention canne, qui fixe le prix de la canne, n'est toujours pas signée. L'industriel ne veut pas s'engager au-delà de 2017, date de la fin du quota et du prix garanti du sucre. La filière a donc demandé une hausse de 38 millions d'euros de la subvention de l'État à partir de 2017. En août dernier, François Hollande avait apporté son soutien à cette demande, tout en soulignant qu'elle est conditionnée à l'accord de la Commission européenne. Venue au début du mois, Corina Cretu, commissaire européenne, avait annoncé que la France n'avait toujours pas déposé de demande, ce qui va repousser son examen au mois d'octobre. « Un syndicaliste demande un engagement par écrit du président de la République. Existe-t-il un plus haut degré de suspicion ? », précise Paul Vergès.

La totalité des syndicats et des élus demandent que le gouvernement agisse. Région et Conseil départemental ont adopté à l'unanimité des motions soutenant la demande de la filière, mais il faut les relancer pour qu'ils s'engagent. C'est le sens de la proposition de Paul Vergès : que les collectivités garantissent le versement des 38 millions d'euros supplémentaires, afin de lever l'obstacle à la signature d'une Convention canne d'au moins 5 ans. Le Premier ministre devra s'exprimer à ce sujet.

La question de la sur-rémunération

Le sénateur note aussi que lors de la visite du président de la République aux Antilles, la télévision publique a diffusé un reportage sur la sur-rémunération. Ce fait s'ajoute aux déclarations du gouverneur de la Banque de France en Nouvelle-Calédonie appelant à mettre fin à ce système, à celle de Didier Migaut, premier président de la Cour des comptes, qui appelle à une refonte. Pour La Réunion, ce sont 600 millions d'euros qui doivent rester à La Réunion, explique Paul Vergès. D'où le rappel de cette proposition : pour les nouveaux arrivants dans la fonction publique à La Réunion, le même traitement qu'en France majoré de l'indemnité de résidence ; pour les fonctionnaires menacés de voir leur salaire amputé de la sur-rémunération, sa transformation en épargne qui reste propriété de l'agent. Paul Vergès rappelle que l'État ne peut pas remettre en cause le contrat qu'il a signé avec les fonctionnaires qui sont en poste à La Réunion, ces derniers ne doivent pas subir une baisse de salaire.

Paul Vergès rappelle aussi la signature prochaine de l'accord de partenariat économique entre les pays de la région et l'Union européenne. À La Réunion, l'économie réunionnaise seront alors face à la concurrence de toute la production de nos voisins. « Peu de pays au monde ont un rendez-vous historique aussi important que La Réunion », précise Paul Vergès qui souligne qu'aussi bien pour la canne à sucre que pour l'APE, tout va se jouer dans les 2 ans.

Drames dans l'océan Indien

Des migrants refoulés de Thaïlande et d'Indonésie

La question des migrants s'internationalise, après l'Europe confrontée à ses milliers de personnes venues chercher une meilleure vie, ce sont plus de 7000 migrants qui sont arrivés sur les côtes thaïlandaises.

En perdition sur des bateaux dans les mers d'Asie du Sud-Est, des centaines sont refoulés depuis plusieurs jours par les différents pays de la région. Selon certains médias, les passagers des navires pourraient être des Rohingyas, minorité ethnique originaire de Birmanie et du Bangladesh, dont beaucoup sont apatrides.

Un désastre humain en Asie

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme s'est déclaré vendredi 15 mai « consterné » par l'attitude de trois pays du sud-est asiatique qui refoulent des migrants affamés. Jeudi 14 mai, un navire en perdition au large des côtes du sud de la Thaïlande s'approche du rivage, avec à son bord 300 personnes affamées. Dans le navire, une dizaine de personnes ont trouvé la mort en cours de route, et leurs cadavres ont été jetés dans l'océan Indien.

Le bateau dérive depuis deux mois depuis le golfe du Bengale, sur le fanion, un drapeau flotte avec une phrase d'appel de détresse : « Nous sommes des Rohingyas de Birmanie ». Cette minorité ethnique birmane est considérée par les Nations unies comme l'une des plus persécutées de la planète, ce qui n'est pas près de s'arrêter. Après avoir reçu des vivres et vu leur moteur réparé par la marine thaïlandaise, elle les aurait forcés à poursuivre leur dérive vers l'Indonésie.

Trois jours plus tôt, 1 400 clandestins ont été découverts dans cinq bateaux au large des côtes des deux pays. Cers découvertes mettent en exergue une volonté aussi farouche que les migrants de la Méditerranée, à vouloir fuir la misère de leur pays.

Cependant, les autorités thaïlandaises empêchent les migrants

d'aborder sur ses côtes sous prétexte qu'il s'agit d'immigration illégale. La Malaisie et l'Indonésie viennent d'annoncer qu'elles repousseront leurs bateaux endommagés. Les migrants sont en très majorité des Birmans musulmans rohingya, une population de plus d'un million de personnes. Une loi du Myanmar leur interdit toute citoyenneté.

Sommet extraordinaire

Accusé depuis des années de cacher le trafic d'être humain sur son territoire, la Thaïlande a décidé de convoquer ce 29 mai, un « sommet d'urgence » avec une quinzaine de pays concernés, et principalement la Malaisie, l'Indonésie, la Birmanie et le Bangladesh, mais aussi les Etats-Unis et l'Australie.

La Birmanie a d'ores et déjà annoncé qu'elle pourrait boycotter la réunion : « Il est peu probable que nous participions. Nous n'accepterons pas s'ils [les Thaïlandais] nous invitent uniquement pour alléger la pression à laquelle ils sont confrontés », a indiqué Zaw Htay, directeur de cabinet du président birman, Thein Sein.

Arrivé au pouvoir, le premier ministre thaïlandais, Prayuth Chan-ocha, et chef de la junte militaire a promis de s'atteler au phénomène croissant du trafic humain dans son pays. D'autant plus qu'une cinquantaine de policiers thaïlandais ont été récemment sanctionnés pour avoir collaboré avec les trafiquants, mais les sanctions sont restées administratives.

Toutefois, Bangkok a proposé de construire des refuges pour ceux qui sont déjà arrivés, mais la proposition est rejetée en bloc par les populations locales, qui ne veulent pas cohabiter avec ces nouveaux arrivants.

« Cesser de jouer au ping-pong humain »

Pour le responsable pour la Thaïlande de Human Rights Watch, Sunai Phasuk, l'annonce de ce sommet est une satisfaction, car « pour la première fois, le gouvernement thaïlandais entend ne plus rien négliger » dans la lutte contre le trafic humain. « Des enquêtes sont en cours qui mettent en cause des politiciens locaux et des policiers. Mais qu'en est-il des militaires ? », s'est-il cependant interrogé.

De son côté, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a demandé aux gouvernements d'Asie du sud-est de « garder leurs frontières et les ports ouverts pour aider les personnes vulnérables ». Ce dernier a rappelé aux gouvernements « l'obligation de sauvetage en mer et l'interdiction du refoulement ».

Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme, s'est dit « consterné » par cette politique qui consiste à repousser les bateaux car elle « conduira forcément à de nombreux décès susceptibles d'être évités ». Pour sa part, Phil Robertson, directeur adjoint en Asie de Human Rights Watch, a prévenu que « le monde jugerait ces gouvernements sur la façon dont ils traitent les hommes, femmes et enfants les plus vulnérables ». Ce dernier a appelé à « cesser de jouer au ping-pong humain ».

Sai Lin

Très beau concert de Davy Sicard, Oté Pirates avec Ho Hai Quang

Les Réunionnais solidaires du peuple vietnamien

Le mercredi 7 mai au Théâtre Sous les Arbres (TSA) au Port, s'est déroulée une magnifique soirée musicale, avec des artistes réunionnais bénévoles qui ont exprimé avec un immense talent leur solidarité envers les millions de Vietnamiens toujours victimes de l'agent Orange. Un produit chimique bombardé sur leur pays par l'armée américaine dans les années 70-75.



guerre du Vietnam. C'était il y a 40 ans ! Et les marchands d'armes, profiteurs bien "cachés" mais toujours mal intentionnés, sont toujours là ! ».

Un procès en France

Dans ces informations que nous a transmises Didier Delezay, le chanteur d'Oté Pirates, est annoncé également que le prochain concert et dîner spectacle de ce groupe aura lieu au Coco Beach le samedi 16 mai (contact : otepirates.com).

Enfin, nous rappelons ces informations importantes transmises par Ho Hai Quang dans l'annonce de ce concert : « Si la guerre du Vietnam s'est terminée il y a 40 ans (30 avril 1975), elle continue à tuer aujourd'hui. Selon la Croix Rouge, 3 à 4 millions de Vietnamiens sont actuellement handicapés ou présentent de graves maladies liées à l'Agent Orange, un terrible défoliant épandu par l'armée américaine pendant le conflit.

Tous les bénéfices du concert seront transférés au Vietnam et serviront à financer des opérations chirurgicales et à acheter des prothèses, des chaises roulantes...

Ce concert est aussi organisé pour soutenir Mme Nga (victime de l'Agent Orange et représentante d'Orange Dihoxyn au Vietnam de 2009 à 2011) dans le procès qu'elle intente aux firmes chimiques qui ont produit l'Agent Orange (Monsanto, Dow Chemical...). Ce procès s'est ouvert en France, à Evry, le 16 avril 2015 ».

Un maloya avec Davy Sicard et un public enthousiaste.

À cette occasion, les groupes de Davy Sicard et d'Oté Pirates étaient aux côtés de celui d'Ho Hai Quang, président de l'association Orange Dihoxyn, qui mène depuis de nombreuses années un combat pour faire réparer cet horrible crime de guerre commis par les dirigeants des États-Unis d'Amérique. Ce fut une belle expression de la solidarité internationaliste du peuple réunionnais, à renforcer sans cesse !

« Des moments magiques »

Au sujet de ce concert, avec un TSA bien rempli et un public enchanté, voici quelques extraits d'un article publié par Jean-Claude Delmas avec ses photos pour l'Agence France

Presse sous le titre : « Des moments magiques ». Pour lui, « y'a comme ça, parfois, des moments magiques où ça plane sous le ciel étoilé ! Faut pas les rater ! ». Et il nous dit pour quoi.

« Musique, chansons d'engagement, danses, fraternité, partages, harmonie, Maloya et Kayamb, un "cocktail" où les pieds ne touchent plus terre et la tête est ailleurs, loin, très loin de ce monde chaotique où nous sommes censés être "frères" et vivre ensemble.

Merci à Oté Pirates et ses musiciens, merci à Davy Sicard et son Kayamb Kabossé, merci à l'association Orange Dihoxyn et à son président Ho Hai Quang qui est venu nous rappeler le désastre et les conséquences humanitaires des victimes vietnamiennes après les mois de bombardement américains au gaz de l'agent orange, pendant la

Agriculture

Le Salvador réorganise son agriculture et interdit nombre de produits phytosanitaires et les rendements augmentent

Combien de fois, entend-on dire que l'on ne peut pas revenir en arrière, que ce qui est fait, est fait et que rompre avec les diktats des grandes entreprises multinationales semencières et productrices de produits phytosanitaires serait un remède pire que le mal. On va jusqu'à regretter l'interdiction de certains produits réputés efficaces contre d'autres qui le seraient moins mais qui seraient également moins dangereux pour l'environnement. Pourtant l'exemple donné par le Salvador, une république d'Amérique Centrale devrait nous inciter à méditer sur ce contre-exemple, donc sur notre façon de faire en agriculture. Les renseignements ci-dessous sont extraits du site bioalaune.



Plantation de café au Salvador.

En 2013, le système agricole salvadorien est en crise. Quasi-dépendant des semences OGM (organismes génétiquement modifiés) car ses commandes de semences sont passées avec des multinationales productrices de semences : ainsi 75 % de son maïs, 85 % des haricots, ainsi que son café. Les plantes cultivées sur le territoire étaient majoritairement issues de graines OGM stériles, non adaptées aux territoires et à leurs particularités, forçant le recours aux intrants chimiques. Réaffirmant sa souveraineté alimentaire, le gouvernement a donc décidé de rompre avec les industries semencières internationales pour favoriser les

graines locales.

En septembre 2013, le parlement salvadorien votait l'interdiction de 53 produits phytosanitaires à usage agricole. Parmi eux, ce grand pays producteur de café, coton, maïs et canne à sucre retirait du marché le Roundup (glyphosate), désherbant vedette de Monsanto, récemment classé "cancérogène probable" par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Pour protéger le patrimoine semencier salvadorien et assurer la production agricole, le gouvernement de l'ancien président Mauricio Funes lançait en 2011 le Plan pour l'agriculture familiale (FAP). À destination de quelque 400 000 familles

d'exploitants, ce plan visait à revaloriser les semences locales et émanciper les petits producteurs des industriels des biotechnologies et de leurs OGM.

L'État a alors investi plus de 18 millions de dollars afin de livrer 400 000 exploitants en maïs H-29, développé par le Centre national de la technologie agricole et forestière (CENTA). Le maïs présente l'avantage d'être une variété locale, mieux adaptée aux terres salvadoriennes et plus résistantes à la sécheresse.

Selon le site Natural Society, l'agriculture du Salvador serait en pleine expansion. Le pays aurait connu des récoltes records depuis qu'il a banni certains phytosanitaires.

Si le Salvador s'est détourné des grands groupes internationaux spécialisés dans les biotechnologies, des questions demeurent quant à la pérennité du Plan agricole du pays. Car le maïs H-29, bien que produit localement, est une variété hybride. Il a beau être mieux adapté au territoire du Salvador et nécessiter l'usage de moins d'intrant, il n'en est pas moins stérile.

NB

Rappelons que Monsanto est une société qui a fait fortune dans la guerre du Vietnam en produisant l'agent orange qui avait pour mission de défolier les forêts et qui laisse derrière lui de centaines de milliers de malades. Voir l'article de Témoignages à ce sujet dont le billet philosophique de vendredi 15 mai.

Oté

Nora pwin légalité réèl, si na pwin réspé réèl !

Ala larivé, lé la, lé sho, i vyinn sortir. Zot la sirman antandi parlé, banna la trouv lo mo magik pou taz a nou baya. Lo mo i sort lwinn i sort laba dan lé karaib, pa prononcé par ninport do ki, par lo prézidan an pésonn : ala li la, l'égalité réèl pou nou, mé antansyon légalité réèl solman dan sink an. Zot va di a mwinn nou la atann swasant diz an ni pé atann sink an de plis. Sirtou ni koné nou la valèr kozman boug la. Mé lé byin zordi li rokonèt, nou lé pa égal.

Mé poukoué atann sink an mésié lo prézidan ? Dopli lo tan ou lé la, dopli 2012 ou san konm si nou lé plis égo ousinonsa nou lé mwinn égo ? Pou ou sé koué légalité réèl ? Pétèt si ni trouv in solisyon pou réaliz bann promès 2012 a sin lui, mèt an plas in tram-trin réèl pou vréman, anon fé lotonomi énézétik réèl pou vréman, tousala, pétèt la soré in bon komansman pou alé dousman dousman vèr lo légalité réèl ké ou propoz ou minm zordi.

Si sé pou raminn nout to shomaz réèl minm otèr sat déor, ni pran. Si sé pou mèt rényoné réponsab réèl in pé partou dan nout péi kont si nou. Si sé pou pou mèt an plas in bon léstati réèl, pa in léstati pou fé sanblan, ki konvyin byin a nout péi, ni vot. Mé konm zot mwinn la antandi bann média osi, kan lo prézidan la vwayaz dann karaib, bann média, radio, télé, zournal tousala, banna la di konm sa lo prézidan lé déza an kanpagn éléktoral. Si sé konm sa, dizon lo légalité réèl i riskab bat do lèl déza. Sanm pou mwinn ni pé pa awar légalité réèl si na pwin réspé réèl.

Justin

Kosa in shoz ? Dovine dovinaye !

Dé sèr I vé monte inn dsi l'ot; pou finir zot lé touzour égal-égal.
In n'ot manyèr di : mi mont, mi désann, mi rod touzour i, lékilib.

(dann in plato ou i mète lo zafèr pou pézè, épi dan l'ot i mète lo poi. Kan lé dé plato i arète mèm nivo ou la bien pézè)

Balans Roberval